



**Luttes d'hier,
luttes d'aujourd'hui**
**Conversations avec des
féministes révolutionnaires**

Charlène Calderaro

Contretemps – octobre 2020

À propos de l'ouvrage : Brenna Bhandar and Rafeef Ziadah (eds.), *Revolutionary Feminisms. Conversations on Collective Action and Radical Thought*. London, Verso, 2020.

Revolutionary Feminisms compile dix entretiens menés par Brenna Bhandar¹ et Rafeef Ziadah², avec des activistes et universitaires engagées dans les mouvements féministes antiracistes, anticapitalistes, marxistes, queer et anti-carcéraux. Elles ont pour point commun d'avoir toutes participé, dès les années 1960-70, à la construction de mouvements et de théories féministes ancrés dans la résistance anticoloniale, antiraciste et anticapitaliste, principalement au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada.

Sous forme de conversations, ces pages nous replongent dans l'histoire de la fondation de groupes et d'associations ayant joué un rôle de résistance clé, issues notamment du *Black feminism* – tels que l'OWAAD (*Organisation of Women of African and Asian Descent*) ou le *Southall Black Sisters* – et issues du féminisme marxiste, telle que la campagne *Wages for Housework* menée aux États-Unis et en Europe pour la reconnaissance du travail domestique.

Les mouvements féministes qu'aborde cet ouvrage ont également pour affinité de s'être formés en résistance à un mouvement féministe blanc et libéral. Brenna Bhandar et Rafeef Ziadah nous rappellent ces mots de Julia Sudbury, évoquant sa préférence pour le terme « *womanist* » au lieu de « *feminist* » :

« Le « *womanism* » est également symbolique de ma responsabilité envers une communauté de militantes noires pour lesquelles le terme « *féministe* » est associé aux luttes quotidiennes contre l'exclusion raciste des organisations de femmes blanches »³.

1 Brenna Bhandar est *Senior lecturer* en droit et théorie critique à l'université SOAS à Londres. Elle s'intéresse aux effets du droit moderne de la propriété privée sur la formation des sujets raciaux dans les colonies et au développement du capitalisme racial. Elle est notamment l'autrice de *Colonial Lives of Property: Law, Land and Racial Regimes of Ownership* (2018).

2 Rafeef Ziadah est une artiste poétesse palestinienne et canadienne, *lecturer* à l'université SOAS en politique comparée du Moyen-Orient. Elle milite pour les droits des palestinien·ne·s, et ses poèmes oralisés portent sur la guerre, l'occupation en Palestine, l'exil, le genre et le racisme.

En plus de contribuer aux archives de la résistance, cet ouvrage fournit des clés de compréhension des « activistes inachevés »⁴ en les replaçant dans leurs contextes de naissance et au travers d'échanges privilégiés, offrant ainsi d'importants outils pour poursuivre ces luttes au présent. La richesse de cet ouvrage tient dans le grand nombre de thématiques qu'il aborde, mêlées à l'expérience personnelle et militante de ses contributrices. Nous ne présenterons alors ici seulement quelques points qui ont retenu l'attention et qui offre des pistes pour appréhender les défis actuels auxquels font face les féminismes.

Diaspora/Migration/Empire

La première partie de l'ouvrage, consacrée à la thématique Diaspora/Migration/Empire, regroupe trois premiers entretiens avec Avtar Brah, co-fondatrice du groupe *Southall Black Sisters* et membre active de l'OWAAD, Gail Lewis, cofondatrice de l'OWAAD et membre du *Brixton Black Women Group*, ainsi que Vron Ware, sociologue et autrice de plusieurs ouvrages sur l'articulation genre/race et sur la blancheur, dont *Beyond the Pale: White Women, Racism and History*(1992).

On y apprend des éléments de généalogie du *Black feminism* au Royaume-Uni, très différente de celle des États-Unis notamment en raison de la diversité diasporique liée au projet de l'empire colonial britannique. Les militantes issues de la diaspora africaine, caribéenne et asiatique se sont regroupées, en partie dans l'OWAAD dès 1978, dans le but de lutter contre le racisme et l'impérialisme anglais. En développant la richesse du concept de diaspora pour comprendre l'activisme antiraciste au Royaume-Uni, les conversations font état des enjeux autour du terme de *blackness*, alors utilisé comme un concept politique et non un signal d'appartenance ethnique. On y apprend, avec Avtar Brah, les apports du concept de diaspora – qu'elle développe plus longuement dans son ouvrage *Cartographies of Diaspora: Contesting Identities* (1996), à savoir principalement l'accent qu'il met sur les liens globaux entre personnes issus d'un même

3 Julia Sudbury, *'Other Kinds of Dreams': Black Women's Organisations and the Politics of Transformation*, London, Routledge, 1998, p. 47 [ma traduction].

4 *Revolutionary Feminisms*, Introduction, p. 2.

peuple réparti dans plusieurs pays et continents. Il a également été pensé pour critiquer les nationalismes et passer d'un focus sur l'Etat-nation à un accent mis sur les communautés maintenant des liens, notamment historiques et culturels, à l'échelle globale.

Face au thatchérisme, la résistance féministe antiraciste au Royaume-Uni

On y apprend également comment s'est construite au Royaume-Uni, face au thatchérisme des années 1970, une véritable résistance féministe antiraciste. Le contexte britannique est alors encore affecté par les années Powell, marquées par le nationalisme et les politiques anti-migratoires, régulièrement accompagnées de discours xénophobes et racistes⁵. Avtar Brah nous rappelle alors la formule de Powell, affirmant que l'enfant d'immigrés issus de l'empire britannique et du Commonwealth « n'est pas, même en étant né en Angleterre, devenu anglais pour autant. En droit, il devient citoyen du Royaume-Uni de naissance ; dans les faits, il est toujours caribéen ou asiatique »⁶. Thatcher, en arrivant au pouvoir en 1979, prend la relève de ces politiques et discours nationalistes et racistes, tout en imposant une politique économique libérale et assurément anticomuniste. Avtar Brah, Gail Lewis et Vron Ware évoquent toutes la manière dont le thatchérisme affecte l'activisme des femmes les plus démunies et issues des minorités ethniques, qui continuent malgré tout de lutter contre le racisme et contre la révolution conservatrice thatchériste. Son attaque contre les syndicats et contre la longue grève des mineurs de 1984, les privatisations et la restructuration industrielle affectent les classes populaires et particulièrement les personnes de couleur. Akwugo Emejulu et Leah Bassel tirent le même constat de la crise de 2008, qui aurait davantage touché les femmes non-blanches, notamment en France et au Royaume-Uni où elles réalisent leur enquête de terrain⁷.

5 Pour plus d'éléments sur les politiques raciales aux Royaume-Uni, voir : Erik Bleich, *Race Politics in Britain and in France. Ideas and Policymaking since the 1960's*, Cambridge: Cambridge University Press, 2003.

6 Discours d'Enoch Powell, "Speech to London Rotary Club, Eastbourne", le 16 novembre 1968.

7 Akwugo Emejulu, Leah Bassel, *Minority Women and Austerity. Survival and Resistance in France and Britain*. Bristol: Policy Press, 2018.

Colonialisme/Capitalisme/Résistance

La suite des conversations, présentées sous le thème Colonialisme/Capitalisme/Résistance, nous permettent de mieux comprendre les enjeux de la résistance décoloniale indienne face à l'empire britannique, avec la pensée féministe antiraciste d'Himani Bannerji, marquée par le marxisme et la théorie critique. Le sociologue et activiste canadien queer et anticapitaliste Gary Kinsman développe ses influences théoriques et nous livre ses réflexions sur les spécificités de l'homonationalisme au Canada. Cette deuxième partie se poursuit par une conversation avec Leanne Betasamosake Simpson, une artiste, écrivaine et chercheuse indigène au Canada. Enfin, la partie s'achève avec un échange aux côtés de Silvia Federici, qui fait un examen rétrospectif de la campagne *Wages for Housework* dont elle fut une actrice centrale. Si elle affirme que demander un salaire pour le travail ménager était une stratégie cruciale malgré l'opposition au sein-même du féminisme, elle évoque aussi la nécessité présente de réorganiser le travail reproductif au-delà de la famille nucléaire, notamment dû à sa privatisation croissante.

Décolonisation et communisme en Inde avec Himani Bannerji

Sans doute parmi les plus riches de la compilation, l'entretien avec Himani Bannerji aborde la partition indienne de l'après-décolonisation qu'elle vit en tant que petite fille de famille hindou, mais aussi le mouvement communiste en Inde indépendante et la situation des femmes, ou encore le racisme qu'elle rencontre au Canada où elle s'installe en 1969. En exposant son rapport au communisme en tant que sympathisante du Parti Communiste d'Inde, elle insiste sur la distance qui sépare sa vision du communisme de celui qui prévaut en Occident lors de la Guerre froide. Dans le même mouvement, elle développe le rapport des communistes indiens (ou tiers-mondistes) au nationalisme, soulignant l'importance des affects dans le nationalisme anticolonial, qui prend alors un autre sens que les nationalismes occidentaux. On apprend alors que le terme Bengali pour nationalisme, *swadhinata*, se traduit littéralement par *liberté*, un terme alors « saturé par les conditions et les sentiments d'absence de liberté auxquels étaient

soumis les colonisé·e·s »⁸. Dans cette perspective, le nationalisme est directement lié à la privation de liberté des colonisé·e·s et à leur lutte pour l'indépendance. Après avoir évoqué les déceptions liées au nationalisme du Congrès national indien – acteur central du mouvement pour l'indépendance, au pouvoir dès 1947 et jusqu'à la fin des années 1970 – donnant naissance à un capitalisme dépendant dans une Inde indépendante, Himani Bannerji explique son attrait pour le Parti Communiste et sa vision du nationalisme anticolonial :

« Cela [la place des affects dans le mouvement décolonial indien] explique le pouvoir de mobilisation du Congrès national indien et le charisme de Gandhi. Le mouvement communiste partageait les émotions liées au caractère de l'anticolonialisme, en mettant au centre les concepts de classe et de lutte des classes comme forces motrices pour la décolonisation, ce qui correspond à une véritable libération. »⁹

Ces lignes nous permettent d'approcher l'histoire complexe du mouvement communiste indien, dont les divisions au sein du Parti communiste d'Inde mènera à la formation du Parti communiste d'Inde marxiste en 1964, scission trouvant son origine entre autres dans le refus d'une alliance avec le Parti du Congrès au pouvoir. Plus largement, en évoquant les particularités du nationalisme d'un pays engagé dans la lutte décoloniale, ce passage met en avant la nécessité d'une autre grille de lecture du nationalisme que la grille traditionnelle et occidentalocentrée utilisée pour l'analyse des nationalismes ici. Le même constat s'impose pour le cas du mouvement national palestinien pour la formation d'un État de Palestine.

Devenir féministe dans un système de caste, ou comment penser l'imbrication des rapports de domination

L'ouverture du parti communiste indien à la participation des femmes était un autre aspect l'ayant attirée, dans un système de castes où la violence patriarcale était entièrement mêlée à la violence de classe/caste. Au long de l'entretien, Himani Bannerji explique comment son expérience dans ce contexte l'a menée à ne jamais

8 *Revolutionary Feminisms*, p. 97-98.

9 *Ibid.*, p. 98.

concevoir le patriarcat séparément de l'organisation sociale de classe/ caste, ce qu'elle expose plus longuement dans son ouvrage *Thinking Through: Essays on Feminism, Marxism and Anti-Racism* (1995).

On saisit aussi comment, à son arrivée au Canada en 1969, l'autrice s'intéresse aux articulations entre genre, classe et race dans un contexte occidental, dans lequel elle devient « tant de gens »¹⁰ :

« À l'époque, le mot « Black » n'était pas identifié par région ou par peau. J'avais le sentiment de me trouver parmi ces militants sociaux et culturels – plutôt que de me « perdre » dans la collectivité. Comme je le dis dans mon poème « Doing Time » : « Je suis devenu tellement de gens ». Je suis devenue une personne politique d'une manière différente de celle que j'étais en Inde. Le « déni, le rejet et... la haine » que j'ai connus ont mis ma politique à l'épreuve. »¹¹

Après avoir systématiquement pensé la condition de femme avec la condition de classe avant son départ d'Inde, Himani Bannerji est forcée de penser l'imbrication de ces rapports avec la condition raciale. Inspirée par les autrices du *Black feminism* ; notamment Barbara Smith, Gloria Anzaldúa, bell hooks, Audre Lorde et June Jordan afin de développer un cadre explicatif de l'intersection entre les différents rapports de domination, l'autrice développe dans son entretien une critique marxiste du concept d'intersectionnalité.

En insistant sur le cadre juridique duquel traite Kimberlé Crenshaw en s'inscrivant dans la *Critical Legal Theory*, l'autrice montre que le but était de rendre l'appareil juridique d'Etat adapté à la réalité sociale que ces catégories ne pouvaient jusque-là saisir. En ne sous-estimant pas l'apport des théories de l'intersectionnalité, Himani Bannerji s'attache à montrer que si la juriste a considéré la classe comme étant un facteur, elle ne l'a pas reconnue comme un facteur légal ; la classe ne pouvant pas dans ce contexte être reconnue comme une catégorie juridique de discrimination.

Ainsi, pour elle, si le but de la métaphore de l'intersection était de saisir les différents rapports de pouvoir traversant la vie des individus

10 « I became so many people », phrase issue de son poème « Doing Time », in *Doing Time: Poems*. Toronto, Sister Vision, 1986.

11 *Revolutionary Feminisms*, p. 102.

et particulièrement des femmes noires états-uniennes, l'intersectionnalité telle que développée par Crenshaw visait surtout la reconnaissance juridique des catégories de genre et de race, laissant de côté la catégorie de classe.

On peut cependant regretter que cet aspect de la critique de l'intersectionnalité n'ait pas été davantage creusé par les autrices qui menaient l'entretien. En effet, si Himani Bannerji développe par ailleurs une critique marxiste et matérialiste du concept, il aurait été intéressant d'en savoir plus ici sur ces enjeux autour de la catégorie juridique de classe aux États-Unis.

La théoricienne marxiste développe plus en profondeur sa critique du concept d'intersectionnalité dans son texte de 2005 « Building from Marx : Reflections on Class and Race »¹², dans lequel elle pointe les limites d'une forme de combinaison agrégative :

« Cette combinaison de “race”, de sexe et de classe s'exprime souvent à travers le concept d'“intersectionnalité”, dans lequel trois courants particuliers de relations sociales et de pratiques idéologiques de la différence et du pouvoir sont considérés comme émergeant sur leur propre terrain social spécifique, puis s'entrecroisant les uns les autres “intersectionnellement” ou de manière agrégative. »¹³

Elle s'attaque également à la manière dont le discours féministe européen met au centre de sa pensée l'expérience des femmes blanches de classe moyenne, et y ajoutent, via le concept d'intersectionnalité, d'autres rapports de domination sans toujours saisir complètement leur réalité sociale et matérielle¹⁴, une problématique qu'elle aborde plus en profondeur dans son texte « But Who Speaks for Us ? Experience and Agency in Conventional Feminist Paradigms »¹⁵.

12 Himani Bannerji, “Building from Marx: Reflections on Class and Race”, *Social Justice*, Vol. 32, n°4, 2005, pp. 144-160. [ma traduction]

13 *Ibid.*, p. 144.

14 Voir aussi l'analyse de Jonathan Martineau sur la pensée de Lise Vogel et Himani Bannerji : Jonathan Martineau, « Intersection, articulation : l'algèbre féministe », *Période*, 2017.

15 D'abord paru en 1995, ce texte d'Himani Bannerji fait également partie de son dernier ouvrage qui vient d'être publié dans la collection « Historical Materialism » :

Féminisme et abolitionnisme pénal

La troisième et dernière partie du livre intitulée *Abolition Feminism*, qu'on pourrait traduire par féminisme de l'abolition pénale ou anticarcéral – à ne pas confondre avec l'expression francophone de féminisme abolitionniste, faisant plutôt référence à un féminisme anti-prostitution – nous présente des perspectives féministes antiracistes et anti-carcérales. Elle débute par une conversation avec Ruth Wilson Gilmore, professeure de sciences de la terre et de l'environnement à New York et activiste anticarcérale. La partie se poursuit par un entretien avec Avery F. Gordon, professeure de sociologie travaillant sur la captivité, l'enfermement et les formes de dépossession. Enfin, l'ouvrage s'achève avec une conversation avec Angela Davis, qui est également l'une des plus enrichissantes du livre.

Un féminisme antiraciste et anticarcéral avec Angela Davis

Après être revenue sur sa formation politique et ses influences théoriques marxistes et marquées par la théorie critique qu'elle rencontre auprès d'Herbert Marcuse dont elle était l'étudiante, Angela Davis borde l'internationalisme tiers-mondiste et le *Third World Marxism*, qui a inspiré le mouvement des *Black Panthers*. En évoquant les liens entre le mouvement de libération noir aux États-Unis avec les mouvements décoloniaux des années 1960/1970, la militante historique nous rappelle la nécessité d'une solidarité internationale, tout en déplorant le fait qu'Israël soit aujourd'hui d'avantage à l'abri des critiques décoloniales.

Elle revient sur les liens forgés entre les jeunes militant·e·s de *Black Lives Matter* et le mouvement Justice for Palestine dès 2014 lors de la mort de Michal Brown tué par la police à Ferguson. « *From Ferguson to Palestine, Occupation is a crime!* » (de Ferguson à la Palestine, l'occupation est un crime !) était le slogan scindé dans de nombreuses villes américaines. Jusqu'en Palestine, les personnes en lutte ont offert leur soutien au mouvement antiraciste BLM,

Himani Bannerji, *The Ideological Condition : Selected Essays on History, Race and Gender*. Historical Materialism Book Series, Vol. 212. Leiden: Brill, 2020.

reconnaissant que la police de Ferguson utilisait les mêmes gaz lacrymogènes que l'armée israélienne en Palestine.

Elle y aborde les enjeux, notamment d'ordre racial, posés par l'incarcération de masse et la répression policière :

« Les mouvements abolitionnistes contemporains reconnaissent que les appels à la simple réforme du système pénitentiaire et policier ne parviendront jamais à traiter les raisons profondes et structurelles de la persistance et de la prolifération des formes racistes et répressives de punition et de sécurité. Les abolitionnistes reconnaissent que les systèmes d'emprisonnement et de police existants contiennent des traces significatives de l'influence historique de l'esclavage et illustrent l'utilisation d'appareils répressifs pour étendre la répression coloniale des populations indigènes. En ce sens, les théories et les pratiques abolitionnistes sont liées à des approches révolutionnaires du changement social, et elles se sont développées aux côtés des féminismes radicaux, anticapitalistes et antiracistes. »¹⁶

Si ces lignes font davantage référence au cas états-unien, il va sans dire que l'intensification de la répression et les violences policières racistes sont également des enjeux français¹⁷, comme le montrent les mobilisations antiracistes en France – auquel l'ancienne membre du *Black Panther Party* a d'ailleurs apporté son soutien à plusieurs reprises.

Angela Davis termine cet entretien sur la nécessité d'un féminisme de l'abolition pénale, loin d'un féminisme « *glass-ceiling* » (plafond de verre), qui davantage l'accent sur l'accès égalitaire aux postes à responsabilité les mieux payés, et qui « s'efforce[nt] simplement d'atteindre de plus hauts sommets sans pour autant perturber le système »¹⁸.

Ces avertissements doivent nous interpeller dans un contexte français où la lutte contre les violences sexistes et sexuelles est en partie passée entre les mains du ministère l'Intérieur, et où les solutions

16 Angela Davis, in *Revolutionary Feminisms*, p. 214.

17 Amal Bentounsi, Antonin Bernanos, Julien Coupat, David Dufresne, Eric Hazan, Frédéric Lordon, *Police*. Paris, La Fabrique, 2020.

18 *Ibid.*, p. 215

proposées au sexisme se situent du côté d'une intensification du système pénal et carcéral. Ils ne sont pas sans évoquer l'œuvre récente de Gwenola Ricordeau, *Pour elles toutes. Femmes contre la prison*¹⁹, qui explore ce que le système carcéral fait aux femmes ; incarcérées ou ayant des proches en prison, ainsi que les liens entre féminisme et abolitionnisme pénal.

Elle nous rappelle à juste titre que les féminismes français ont encore très peu embrassé ces critiques du système carcéral, notamment par rapport aux États-Unis où la réflexion féministe critique sur ce sujet est moins marginale. L'autrice l'explique notamment par l'augmentation de l'incarcération des femmes outre-Atlantique, où elle a été multipliée par huit en trente ans, une augmentation deux fois plus grande que l'incarcération des hommes.

Ces critiques du système carcéral et pénal se renouvellent donc aujourd'hui surtout aux États-Unis, et, si elles peinent à se diffuser en France, plusieurs ouvrages récents ont été traduits sur la question. C'est le cas notamment de celui de Jackie Wang, *Le Capitalisme carcéral*²⁰, qui aborde les liens entre l'économie de la dette, les violences policières et l'incarcération de masse des Noirs aux États-Unis.

Conclusion

Le livre édité par Brenna Bhandar et Rafeef Ziadah répond brillamment à la nécessité de maintenir des archives de résistance, dans un format original permettant de partager l'expérience à la fois personnelle et politique de théoriciennes et activistes de premier plan. En abordant les influences et rencontres qui les ont poussées à développer des cadres théoriques et des lignes d'action politique, ces conversations donnent à voir la manière dont se forment les subjectivités politiques dans différents contextes, avec leurs forces et leurs contradictions.

L'apport principal de cet ouvrage réside dans l'accent mis, à travers un récit à la première personne, sur les liens et alliances forgés entre

19 Voir l'entretien mené avec Gwenola Ricordeau dans *Contretemps*

20 Sur cet ouvrage, voir le compte-rendu de Selim Nadi, « Négrophobie, économie de la dette et incarcération de masse aux États-Unis », *Contretemps*, 2020.

les mouvements ; d'abord entre les mouvements décoloniaux du Sud et les luttes antiracistes du Nord, et ensuite entre les mouvements ancrés dans le féminisme et les luttes anticapitalistes. Ces neuf conversations nous plongent dans une histoire précieuse autant qu'elles nous permettent d'accéder aux examens rétrospectifs que font les militantes de leurs propres luttes. En y exposant les influences théoriques et politiques les ayant menées à appréhender la complexité des rapports de domination, les universitaires et militantes à l'honneur insistent toutes sur la nécessité d'une approche dynamique et dialectique, prenant en compte les contextes socio-historiques et les réalités matérielles dans lesquels s'ancrent ces rapports de pouvoir.

En faisant état de ces divers courants du féminisme révolutionnaire, inscrits dans différents contextes géographiques et politiques, les éditrices nous invitent à en tirer des conclusions pour le présent. Si ces luttes naissent dans un contexte de crise qui vient souligner leur nécessité dès les années 1970, on ne peut que considérer leur pertinence face aux défis présents. Dans le contexte français ; la politique néolibérale de Macron, les discours politiques autour de l'« ensauvagement » des jeunes de banlieues, l'augmentation des féminicides, et le discours fémonationaliste qui est à l'œuvre sont autant d'éléments nous enjoignant à un féminisme révolutionnaire ou de la totalité²¹, dans le sillage des luttes qu'aborde²² cet ouvrage. Un défi majeur si l'on considère les profondes divisions qui traversent le féminisme français, et sa relative imperméabilité aux luttes antiracistes et décoloniales, à l'exception de certains segments qui tentent de s'opposer aux formes fémonationalistes et carcérales du féminisme institutionnel.

Cette brochure et d'autres sont disponibles sur tarage.noblogs.org

21 « L'ensauvagement, un mot à l'histoire sinieuse, surtout utilisé par l'extrême droite », *Le Monde*, 2020 Voir aussi l'article de Saïd Bouamama, « Séparatisme et ensauvagement. Le vocabulaire officiel accompagnant le libéralisme autoritaire et la fascisation », *Contretemps*, 2020.

22 Felix Boggio Ewanjée-Epée, Stella Magliani Belkacem, Morgane Merteuil, Frédéric Monferrand, *Pour un féminisme de la totalité*. Paris : Editions Amsterdam, série Période, 2017.